

## **Le groupe « Rézo »** **L'honneur perdu (à jamais?) du cinéma d'auteur**

Daniel Bouchard

---

Numéro 232, juillet–août 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/48100ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

La revue Séquences Inc.

ISSN

0037-2412 (imprimé)

1923-5100 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce document

Bouchard, D. (2004). Le groupe « Rézo » : L'honneur perdu (à jamais?) du cinéma d'auteur. *Séquences*, (232), 15–15.

## Tribune libre

### Le groupe « Rézo »

#### L'honneur perdu (à jamais ?) du cinéma d'auteur

L'éditorial que signait Élie Castiel dans le numéro de mars-avril 2004 de la revue *Séquences* et qui s'intitulait « L'honneur perdu du cinéma d'auteur » se termine par ces mots : « Il faudra donc que les mouvements s'agitent et prennent les mesures nécessaires pour sauver le 7<sup>e</sup> Art ». En tant que directeur général de 7<sup>e</sup> Art/distribution inc., je me sens interpellé.

Depuis trop longtemps, je vois des cinéastes chevronnés prendre une retraite très anticipée. Ces auteurs se sont épuisés à se battre contre moult tentatives de formatages administratifs insensibles à la notion de rentabilité culturelle ou d'enrichissement culturel collectif. Ce mouvement s'est accentué lorsque des regroupements et boîtes de production se sont vus fragilisés par les nouvelles politiques institutionnelles d'aide au cinéma et de nouvelles règles d'investissement imposées aux télédiffuseurs. La chute des cinéastes, des petits producteurs, me préoccupe au plus haut point.

Car enfin, ne devrions-nous pas répondre collectivement à cette question qui est à la base de notre travail : pourquoi subventionnons-nous le cinéma au Québec et au Canada ? N'est-ce pas pour permettre à certains de nos concitoyens qualifiés et réputés d'exprimer nos réalités culturelles particulières et communes ? N'est-ce pas pour faire avancer notre réflexion collective sur nos valeurs, nos politiques, notre imaginaire distinctif ?

Dans la foulée des signataires de la lettre de protestation des « cinéastes en colère », je ne peux que constater qu'il y a eu détournement de mandat de la part de Téléfilm Canada et de tout autre organisme gouvernemental qui juge maintenant de la pertinence d'une activité cinématographique presque uniquement sur la grosseur du box-office escompté.

Lors des Rendez-vous du cinéma québécois, le 17 février 2004 au café SAQ de la Cinémathèque s'est tenue une rencontre des dits cinéastes qui ont soutenu un débat auquel j'ai assisté en partie. Assez longtemps pour y entendre Michel Pradier (directeur du bureau du Québec à Téléfilm Canada) avouer le fait que les producteurs et les institutions ne voyaient pas ou très peu la couleur du box-office des « gros succès », celui-ci étant partagé entre les propriétaires des salles et les distributeurs qui ont toujours de plus en plus de frais à récupérer en plus de leur commission et de leur avance sur recettes. Mais comment justifier alors qu'il faille des budgets de plus en plus gros à un nombre de plus en plus restreint de producteurs pour faire des films qui ne rapportent rien aux institutions si ce n'est pour permettre aux dits producteurs de rafler de gros pourcentages administratifs sur des budgets de plus en plus énormes lors de la production même de ces films ? Sinon, comment se fait-il que ces producteurs soient devenus aussi riches tout en ne voyant jamais la couleur du box-office ? Pourquoi ont-ils fomenté cette chasse gardée ?

Certains distributeurs et producteurs se sont mis à dessiner des projets à l'intérieur desquels le rôle du cinéaste réalisateur est ramené au niveau de n'importe quel autre artisan du film. Ces produits qui n'ont plus rien de culturel ni du film d'auteur détrônent les projets de nos créateurs et vident les fonds de l'État.

Placer notre cinématographie au niveau du simple divertissement ne nous fera pas avancer. Étatiser les investissements et privatiser les *bénéfices marginaux* ne peuvent aider la diversité des expressions.

À titre d'exemple d'initiative unilatérale surprenante, je me faisais dire récemment à la Sodec que dorénavant, elle ne subventionnerait en distribution qu'environ 60 % des films qu'elle a aidés en production, le film documentaire d'auteur étant particulièrement visé par cette mesure parce que selon les statistiques... il ne rapporte pas beaucoup. Un film ne peut-il rapporter autrement à celui ou celle qui le voit et enrichir celui ou celle qui le comprend, qui l'aime, qui s'y identifie ? Doit-on reproduire à notre échelle le cinéma dominant de la culture dominante pour justifier l'existence d'une *industrie culturelle* subventionnée ? Ne faut-il pas une grande diversité à l'offre pour permettre l'évolution de la demande ?

C'est drôle, au fil des ans, j'ai fait régulièrement des remises sur des films d'auteurs qui dataient d'une époque où l'aide gouvernementale en distribution était entièrement remboursable. Certaines œuvres se sont ainsi en bonne partie acquittées de leurs investissements institutionnels. Combien de méga-productions de fictions actuelles pourraient en dire autant dans les années à venir ?

Si un groupe de *happy few* veut faire partie d'un certain *jet set* et faire de l'esbroufe avec ses productions, grand bien lui fasse. Mais ne devrait-on laisser de l'espace et les fonds qui ont été historiquement dégagés pour eux, aux cinéastes, aux maisons de production qui s'impliquent corps et âme dans des projets de films d'auteurs qui peuvent changer la face de notre monde, aux distributeurs et autres collaborateurs qui s'investissent avec passion pour des œuvres cinématographiques riches et diversifiées ?

**Daniel Bouchard**

Membre fondateur du Rézo et directeur général de 7<sup>e</sup> Art/distribution inc.



photo: Pablo Gomez

La cueca sola